

Birmanie : Ban Ki-moon coordonnera l'action diplomatique pour les réformes

Le Monde_31 janvier 2008

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon devrait effectuer une visite personnelle dans la capitale birmane pour coordonner les efforts diplomatiques en vue d'amener la junte au pouvoir à engager des réformes, annonce un rapport de l'ICG, rendu public jeudi à Bangkok.

Les experts de l'ICG (Groupe international de réflexion sur les crises) estiment que ces efforts pourraient inclure un durcissement des sanctions visant la junte et notamment un embargo total et international sur les armes mais aussi des mesures d'incitation économique propres à amener les militaires à desserrer leur emprise sur le pays.

La violente répression par les militaires des manifestations réclamant la démocratisation du régime en septembre dernier "a rompu le statu quo politique" souligne le rapport. "La communauté internationale a connu une mobilisation sans précédent et il y a des signes de l'apparition de divergences parmi les militaires" poursuit le rapport. Les moines bouddhistes se sont trouvés à la tête des manifestations hostiles au régime en septembre, ce qui a constitué un défi sans précédent pour la junte au pouvoir. Les militaires ont tiré sur la foule pour disperser les manifestants. Selon l'ONU, il y aurait eu au moins 31 morts. 74 personnes sont toujours portées disparues.

Le secrétaire général des Nations unies a nommé un envoyé spécial, Ibrahim Gambari, chargé de mettre sur pied un dialogue entre les militaires et l'opposition favorable à la démocratie emmenée par le prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi, assignée à résidence. M. Gambari s'est déjà rendu deux fois en Birmanie mais lorsqu'il a demandé à y retourner ce mois-ci, les militaires ont repoussé sa visite au mois d'avril prochain.

L'ICG pense que M. Gambari devrait poursuivre sa mission et que ses efforts seront soutenus par la visite que le secrétaire général doit effectuer à Naypyidaw, la nouvelle capitale créée par les militaires.

Les pays voisins, dont la Chine, l'Indonésie, la Thaïlande, Singapour et le Vietnam, devraient soutenir ces efforts en engageant directement le dialogue avec les militaires au sujet de la stabilité et du développement de la région.

Les pays occidentaux devraient contribuer aux efforts en restant vigilants sur la question des droits de l'Homme, en augmentant l'aide humanitaire et en durcissant les sanctions à l'encontre des membres de la junte tout en créant un climat économique propice aux réformes. Parmi les sanctions proposées par le rapport figurent : l'interdiction de l'accès dans ces pays aux établissements d'éducation et de soins pour les membres de la junte et leurs familles, l'interdiction de l'accès aux services bancaires et un embargo universel sur les armes.

Les militaires ont fait quelques efforts pour engager le dialogue avec Aung San Suu Kyi, en nommant un officier de liaison chargé des contacts entre le prix Nobel et la junte. Toutefois, au cours de l'une des rares rencontres autorisées entre Aung San Suu Kyi et la direction de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), l'opposante a déclaré qu'elle n'était pas satisfaite de ses contacts avec la junte depuis trois mois car ils avaient donné très peu de résultats.

Aung San Suu Kyi juge qu'il faut se préparer au pire au Myanmar

Reuters_30 janvier 2008

La chef de file de l'opposition birmane Aung San Suu Kyi déplore l'absence de négociations sur les réformes politiques avec la junte militaire, apprend-on dans son entourage. A l'issue d'une rencontre, autorisée par le pouvoir, entre l'opposante et des membres de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le porte-parole du parti, Nyan Win, a indiqué que

l'opposante avait peu d'espoir de voir la pression internationale contre les généraux porter ses fruits.

"Espérons le meilleur mais attendons-nous au pire", a prévenu Suu Kyi, citée par le porte-parole, qui a ajouté que l'opposante craignait que cette rencontre d'une heure et demie, immédiatement suivie d'un entretien avec un représentant de la junte, ne crée de "faux espoirs". Suu Kyi a transmis des détails de sa rencontre avec Aung Kyi, le représentant nommé par le gouvernement pour servir de médiateur avec l'opposition.

Selon Nyan Win, elle a notamment plaidé pour que les pourparlers s'étendent aux représentants des nombreux groupes ethniques du Myanmar, qui luttent depuis une cinquantaine d'années pour obtenir l'autonomie, voire l'indépendance. "Elle n'est pas satisfaite de ses rencontres avec Aung Kyi et déplore l'absence de calendrier des négociations", a ajouté Nyan Win, qui précise qu'Aung San Suu Kyi craint de ne recevoir que des mensonges de la part de ses interlocuteurs du gouvernement.

ARRESTATIONS

Signe du refus de la junte de faire des compromis, le numéro deux de la Ligne nationale pour la démocratie, Tin Oo, n'a pu assister à la réunion. Lui aussi se trouve assigné à résidence, depuis mai 2003. Depuis la violente répression du mouvement de contestation de septembre, des pressions internationales ont poussé les généraux à tenir des pourparlers avec Aung San Suu Kyi en vue d'un retour vers un pouvoir civil.

La junte a rencontré à deux reprises l'envoyé spécial des Nations unies Ibrahim Gambari, sans toutefois s'engager à poursuivre des négociations formelles. Selon des défenseurs des droits de l'homme, les arrestations de dissidents et de militants pour la démocratie se poursuivent. Un blogueur politique, Nay Phone Latt, a été arrêté mardi dans un cybercafé de Rangoon, a indiqué à Reuters un journaliste local, sous couvert de l'anonymat.

----- **Myanmar : le Conseiller spécial encouragé par le soutien des autorités indiennes**

Centre des nouvelles ONU_31 janvier 2008

Le Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Myanmar, Ibrahim Gambari, a achevé aujourd'hui ses consultations à New Delhi avec de hauts responsables indiens. « Lors de son voyage, Ibrahim Gambari a rencontré le Vice-Président indien Mohammad Hamid Ansari, le ministre des Affaires étrangères Pranab Mukerjee, et le Secrétaire pour les Affaires étrangères Shivshankar Menon », a déclaré aujourd'hui un porte-parole adjoint du Secrétaire général lors du point de presse au siège de l'ONU à New York.

Ces réunions viennent s'ajouter aux consultations organisées précédemment pour discuter du rôle concret que l'Inde pourrait jouer afin de soutenir les bons offices du Secrétaire général au Myanmar. Ibrahim Gambari est encouragé par ces échanges, a ajouté le porte-parole, ainsi que par l'appui apporté par les autorités de l'Inde.

----- **Sarkozy: "il ne faut pas oublier le peuple birman"**

AP_21 janvier 2008

"Il ne faut pas oublier le peuple birman", a plaidé lundi Nicolas Sarkozy auprès de Lee Hsieng Loong, Premier ministre de Singapour, qu'il recevait à l'Élysée. Les deux hommes ont notamment évoqué lors de leur entretien la situation en Birmanie.

Le président français "a indiqué qu'il ne fallait pas oublier le peuple birman et que l'absence de progrès en Birmanie est un obstacle à la cohésion de l'ASEAN", l'Association des Nations du Sud-Est asiatique, a souligné le porte-parole de l'Élysée David Martinon. Pour Nicolas Sarkozy, "les pays asiatiques ont un rôle irremplaçable à jouer pour soutenir vis-à-vis de la junte la mission de (l'émissaire des Nations unies Ibrahim) Gambari".

Après la répression brutale des manifestations de septembre dernier, les pays occidentaux et les Nations unies pressent la junte militaire birmane d'entamer un dialogue avec la présidente de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), la prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi en résidence surveillée depuis plusieurs années.

RSF - Reporters sans frontières et la Birmanie

News Press_17 janvier 2008

Le bureau de la censure menace et sanctionne, notamment le Myanmar Times Reporters sans frontières et la Burma Media Association dénoncent les récentes mesures prises par le Bureau de la censure contre la version en birman de l'hebdomadaire Myanmar Times qui a été interdit pendant une semaine pour avoir publié dans son numéro du 11 janvier un article sur l'augmentation du prix des licences de parabole satellitaire (<http://www.mmtimes.com/no400/n006.htm>). Le Myanmar Times semble avoir publié cette information, citant l'Agence France-Presse, sans avoir demandé l'autorisation du Bureau.

"Ces nouvelles sanctions prises contre des médias déjà soumis à la censure et l'autocensure sont à mettre en relation avec les déclarations des autorités sur la liberté des médias. Ainsi, le ministre de l'Information, Kyaw Hsan, a affirmé, le 13 janvier, devant une assemblée de patrons de presse, que les médias doivent faire des efforts pour améliorer l'économie nationale et se protéger des 'destructionnistes' qui menacent l'intérêt du pays. Nous redoutons que ce genre de déclarations ouvre la voie à de nouvelles sanctions et restrictions", ont affirmé les deux organisations.

Selon un journaliste de Rangoon, le gouvernement a également demandé à la direction du Myanmar Times de renvoyer les journalistes Nwe Nwe Aye, Win Nyunt Lwin, Myint Soe et Win Kyaw Oo. Les quatre employés de ce journal auraient déjà reçu l'ordre de quitter la rédaction cette semaine.

Récemment, le Bureau de la censure, dirigé par le major Tint Swe, a ordonné à au moins deux magazines, le Myanmar Tribune et Action Times, de ne pas publier d'informations "politiques". Selon un journaliste de l'une de ses publications, le major Tint Swe les a menacés de représailles s'ils ne se concentraient pas sur des sujets de divertissement et de sport. Myanmar Tribune et Action Times ont décidé de suspendre temporairement leur publication.

Par ailleurs, un porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi, a été convoqué le 11 janvier par un responsable du Bureau de la censure qui lui a reproché la publication d'un bulletin d'informations, le 4 janvier, jour de l'Indépendance. Les autorités ont invoqué le Printers and Publishers Registration Act qui punit d'une peine de sept ans de prison la publication sans autorisation.

Selon le magazine Irrawaddy, de jeunes militants de la LND avaient publié et distribué un bulletin intitulé Ah-yoan-thit (L'aube) qui comportait des articles sur les manifestations de septembre et l'arrestation de militants de leur parti. Depuis le début des années 1990, la junte militaire a refusé toute licence de publication à la LND. A plusieurs reprises, Aung San Suu Kyi avait elle même demandé l'autorisation de publier un journal.

Environ 150 hebdomadaires et 80 magazines sont édités en Birmanie. La majorité d'entre eux ne couvre pas l'actualité politique. En revanche, tous doivent se soumettre à la censure préalable des autorités. Mais selon certains témoignages, la corruption rampante au sein du Bureau de la censure permet parfois à certaines publications de publier des informations normalement censurées.

Myanmar : le Conseil de sécurité souhaite une nouvelle visite du Conseiller spécial au plus tôt

Centre des nouvelles ONU_17 janvier 2008

17 janvier – A l'issue de consultations à huis clos avec le Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Myanmar, Ibrahim Gambari, les membres du Conseil de sécurité ont exprimé ce matin leur regret concernant la lenteur des progrès réalisés pour atteindre les objectifs fixés le 11 octobre dernier.

« Les membres du Conseil ont affirmé leur soutien aux objectifs exposés dans la déclaration présidentielle du 11 octobre 2007 », a déclaré devant la presse le président du Conseil pour le mois de janvier, l'ambassadeur de la Libye Giadalla Ettlhi. Au nom des 15 membres du Conseil, il a également renouvelé leur appui aux efforts du Conseiller spécial, Ibrahim Gambari, engagé dans les activités de bons offices.

Le Conseil de sécurité a souligné l'importance de faire davantage de progrès, et à cet effet, « une prochaine visite de Monsieur Gambari au Myanmar pourrait y contribuer ». « Une visite n'est pas une fin en soi », et fait partie d'un processus, a souligné pour sa part Ibrahim Gambari devant la presse. Sa prochaine visite au Myanmar fait actuellement l'objet de négociations entre l'ONU et les autorités du pays, qui avaient proposé la date du mois d'avril.

« Ce n'est pas acceptable », a commenté le Conseiller, qui souhaitait originellement se rendre dans le pays asiatique en janvier. « Le plus tôt sera le mieux », a-t-il affirmé. Ibrahim Gambari a rappelé l'importance, pour le gouvernement, de répondre aux demandes non seulement politiques, mais aussi économiques et sociales, de la population.

Le 11 octobre dernier, le Conseil de sécurité adoptait sa première déclaration sur le Myanmar, dans laquelle il soulignait l'importance de la libération rapide de tous les prisonniers politiques et des autres détenus, et demandait au gouvernement d'oeuvrer dans le sens de l'apaisement. Le Conseil y demandait aussi d'engager un dialogue politique avec toutes les parties, notamment avec l'opposante Daw Aung San Suu Kyi.

Aung San Suu Kyi sera récompensée par le Congrès américain

Le Presse canadienne_janvier 2008

La Chambre des représentants des États-Unis a décidé lundi de décerner à la militante birmane des droits de l'homme Aung San Suu Kyi sa plus haute distinction civile. Dans un vote à l'unanimité, 400 voix à zéro, les parlementaires américains ont choisi de récompenser les efforts de la responsable birmane, assignée à résidence dans son pays, en lui décernant la médaille d'or du Congrès.

Derrière cette initiative symbolique se cache une volonté d'envoyer un message fort aux autorités de Naypyidaw, accusées par l'ensemble de la communauté internationale de violations des droits de l'homme.

"Nous allons continuer à faire pression sur la junte pour qu'elle libère Aung San Suu Kyi et qu'elle étende les libertés et la démocratie en faveur du peuple birman", a indiqué l'élue républicain Joseph Crowley.

À 62 ans, la lauréate du prix Nobel de la Paix en 1991 se bat depuis plusieurs années contre les pratiques autoritaires de la junte birmane. L'initiative de la Chambre des représentants devra être validée par le Sénat américain, qui sauf surprise, devrait l'approuver.

Le bureau de la censure menace et sanctionne, notamment le Myanmar Times

Reporters sans frontières_17 janvier 2008

Reporters sans frontières et la Burma Media Association dénoncent les récentes mesures prises par le Bureau de la censure contre la version en birman de l'hebdomadaire Myanmar

Times qui a été interdit pendant une semaine pour avoir publié dans son numéro du 11 janvier un article sur l'augmentation du prix des licences de parabole satellitaire (<http://www.mmmtimes.com/no400/n006.htm>). Le Myanmar Times semble avoir publié cette information, citant l'Agence France-Presse, sans avoir demandé l'autorisation du Bureau.

"Ces nouvelles sanctions prises contre des médias déjà soumis à la censure et l'autocensure sont à mettre en relation avec les déclarations des autorités sur la liberté des médias. Ainsi, le ministre de l'Information, Kyaw Hsan, a affirmé, le 13 janvier, devant une assemblée de patrons de presse, que les médias doivent faire des efforts pour améliorer l'économie nationale et se protéger des 'destructionnistes' qui menacent l'intérêt du pays. Nous redoutons que ce genre de déclarations ouvre la voie à de nouvelles sanctions et restrictions", ont affirmé les deux organisations.

Selon un journaliste de Rangoon, le gouvernement a également demandé à la direction du Myanmar Times de renvoyer les journalistes Nwe Nwe Aye, Win Nyunt Lwin, Myint Soe et Win Kyaw Oo. Les quatre employés de ce journal auraient déjà reçu l'ordre de quitter la rédaction cette semaine. Récemment, le Bureau de la censure, dirigé par le major Tint Swe, a ordonné à au moins deux magazines, le Myanmar Tribune et Action Times, de ne pas publier d'informations "politiques". Selon un journaliste de l'une de ses publications, le major Tint Swe les a menacés de représailles s'ils ne se concentraient pas sur des sujets de divertissement et de sport. Myanmar Tribune et Action Times ont décidé de suspendre temporairement leur publication.

Par ailleurs, un porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi, a été convoqué le 11 janvier par un responsable du Bureau de la censure qui lui a reproché la publication d'un bulletin d'informations, le 4 janvier, jour de l'Indépendance. Les autorités ont invoqué le Printers and Publishers Registration Act qui punit d'une peine de sept ans de prison la publication sans autorisation.

Selon le magazine Irrawaddy, de jeunes militants de la LND avaient publié et distribué un bulletin intitulé Ah-yoan-thit (L'aube) qui comportait des articles sur les manifestations de septembre et l'arrestation de militants de leur parti. Depuis le début des années 1990, la junte militaire a refusé toute licence de publication à la LND. A plusieurs reprises, Aung San Suu Kyi avait elle-même demandé l'autorisation de publier un journal. Environ 150 hebdomadaires et 80 magazines sont édités en Birmanie. La majorité d'entre eux ne couvre pas l'actualité politique. En revanche, tous doivent se soumettre à la censure préalable des autorités. Mais selon certains témoignages, la corruption rampante au sein du Bureau de la censure permet parfois à certaines publications de publier des informations normalement censurées.

MYANMAR • Quatre explosions inexplicables

Courrier International_18 janvier 2008

Un chauffeur de bus a été tué dans l'explosion d'une bombe mercredi 16 janvier près de l'ancienne capitale birmane, Rangoon. C'est le quatrième attentat de ce genre depuis le début de l'année. Les médias officiels de la junte accusent les "insurgés" des minorités ethniques, et en particulier l'Union nationale karen (KNU), un groupe qui combat pour une plus grande autonomie du peuple karen, d'être derrière cette série d'attentats. Une femme avait été tuée vendredi lors d'une explosion dans la gare de la nouvelle capitale, Nay Pyi Daw. Un homme est mort et quatre personnes ont été blessées, dans les mêmes circonstances, à Pyu, au nord de Rangoon.

Le porte-parole de la KNU, David Taw, a nié toute implication de son organisation dans ces explosions. Cité par le site Internet de The Irrawaddy, il a souligné que seules des personnes entraînées sont à même de poser des engins explosifs. Le ministre de l'Information de la junte a pour sa part accusé des superpuissances étrangères d'être derrière ces attentats. Déjà en mai 2005, une série d'explosions demeurées inexplicables avait fait 19 morts et 162 blessés.

Un mort dans un attentat à Pyinmana, capitale du Myanmar

Le Monde_11 janvier 2008

Un attentat à la bombe a fait un mort, à Pyinmana, devenue en novembre 2005 la capitale du Myanmar.

"Une femme a été tuée dans l'explosion, vers 04h30, dans les toilettes de la gare ferroviaire de Pyinmana", a déclaré sans plus de précision un responsable des chemins de fer, interrogé par Reuters.

Les attentats, commis généralement à l'aide de bombes de faible puissance, ne sont pas rares dans l'ex-Birmanie, dirigée par une junte militaire depuis 1962 et en proie à de multiples conflits ethniques. Aucun n'avait toutefois eu lieu à Pyinmana depuis que la junte en a fait la capitale administrative.

Aung San Suu Kyi s'entretient avec un ministre de la junte birmane

AFP_11 janvier 2008

L'opposante birmane Aung San Suu Kyi a quitté vendredi la résidence où elle est habituellement confinée à Rangoun pour une nouvelle rencontre avec un ministre nommé par la junte au pouvoir et chargé de nouer des relations avec elle, ont annoncé des responsables birmans.

Mme Suu Kyi, 62 ans, lauréate du Prix Nobel de la Paix qui a été privée de liberté pendant la majeure partie des 18 dernières années, a été emmenée vers 13H00 (06H30 GMT), à bord d'un convoi de trois véhicules, vers une résidence gouvernementale où s'est déroulé l'entretien. Il s'agit de la quatrième rencontre de ce type entre la dirigeante de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) et le ministre des Relations Aung Kyi, nommé en octobre après la répression brutale par le régime militaire d'un mouvement de protestation populaire conduit par des moines bouddhistes.

L'entretien de vendredi a duré environ une heure, ont indiqué des responsables birmans, sans autre précision. La précédente rencontre remontait au 19 novembre. "C'est un signe positif (...) ils doivent parler", a dit à l'AFP Nyan Win, porte-parole de la LND. Le 4 janvier, en marge du 60e anniversaire de l'indépendance de la Birmanie, ce même porte-parole s'était plaint de l'absence de progrès dans le timide processus de dialogue initié par la junte et qu'il avait qualifié de "faux semblant".

Vendredi, Nyan Win a déclaré espérer que le régime autorise une nouvelle rencontre entre Mme Suu Kyi et des cadres de son parti, comme il l'avait fait le 9 novembre. En dépit des pressions internationales et de nouvelles sanctions occidentales, le régime birman n'a fait aucune concession majeure en vue de réformes démocratiques depuis la violente répression des manifestations contre la vie chère en septembre.

"C'est bien au moins que le gouvernement militaire parle à Aung San Suu Kyi", a noté Aung Naing Oo, analyste birman basé en Thaïlande. "Mais reste à savoir combien de temps ça va continuer. Jusqu'à présent, nous n'avons vu aucun progrès et les militaires peuvent continuer à parler à Aung San Suu Kyi pendant deux ou trois ans sans prendre le moindre engagement", a-t-il estimé.

Le dossier birman doit rester prioritaire (diplomate européen)

Le Monde_4 janvier 2008

Les efforts pour promouvoir la démocratie en Birmanie doivent rester l'une des priorités de la communauté internationale, a déclaré vendredi à New York l'envoyé spécial de l'Union européenne (UE) pour la Birmanie, Piero Fassino.

S'adressant à des journalistes à l'ONU après avoir rencontré le secrétaire général, Ban Ki-moon, et son émissaire pour la Birmanie Ibrahim Gambari, M. Fassino a fait état d'une convergence de vues sur ce point, ainsi que sur la nécessité de mobiliser tous les grands pays asiatiques pour convaincre diplomatiquement la junte birmane d'ouvrir le dialogue politique avec l'opposition. "Il y a un risque que l'attention de la communauté internationale soit accaparée par les crises nouvelles" qui apparaissent dans le monde, comme au Pakistan et au Kenya récemment, et "se détourne de la Birmanie", a dit le diplomate italien.

"C'est une situation que nous voulons éviter, nous voulons maintenir la Birmanie parmi les priorités du calendrier international", a-t-il ajouté. "Nous avons l'objectif commun de débloquer une situation qui aujourd'hui apparaît enlisée", a ajouté M. Fassino, soulignant que toute son action était coordonnée avec MM. Ban et Gambari. L'un des objectifs principaux demeure la levée de l'assignation à résidence de la dirigeante de l'opposition Aung San Suu Kyi et la libération de prisonniers politiques importants, a précisé l'ancien ministre italien de la Justice.

La stratégie commune ONU-UE consistera à continuer de parler aux pays de la région (membres de l'Association des nations d'Asie du sud-est, Chine, Inde) pour qu'ils fassent pression sur la junte, a-t-il encore dit. Il a indiqué son intention de se rendre en janvier et février en Inde, en Indonésie, au Vietnam et en Thaïlande, après s'être rendu en Chine en décembre.

De son côté, a-t-il affirmé, M. Gambari a exprimé l'intention de se rendre prochainement à New Delhi et à Pékin, avant d'effectuer une troisième visite en Birmanie depuis la répression en septembre-octobre des manifestations pro-démocratie. Lors d'une tournée en Asie en décembre, M. Ban avait indiqué que l'ONU perdait patience face à l'absence de réformes démocratiques en Birmanie.

Birmanie: nouvel appel de Laura Bush

Le Figaro_4 janvier 2008

Laura Bush, l'épouse du président américain, a une nouvelle fois appelé aujourd'hui le monde à condamner les "abus honteux" commis par la junte au pouvoir en Birmanie contre les droits de l'Homme, et demandé la libération de l'opposante Aung San Suu Kyi.

"Le président (George W.) Bush et moi-même demandons à toutes les nations de s'unir pour condamner la junte militaire pour ses abus honteux contre les droits humains fondamentaux", écrit-elle dans un communiqué à l'occasion du 60e anniversaire de l'indépendance de la Birmanie, ancienne colonie britannique.

"Nous exhortons le régime de tenir ses promesses au Conseil de sécurité des Nations unies, et d'aller plus loin que ce qui a été fait dans le sens d'un dialogue significatif avec l'opposition birmane", ajoute-telle.

Fermeté du numéro un birman lors du 60e anniversaire de l'indépendance

Romandie_4 janvier 2008

Le numéro un birman, le généralissime Than Shwe, a appelé vendredi ses concitoyens à faire preuve de patriotisme et de sacrifice pour établir une "démocratie disciplinée", plus de trois mois après la répression d'un mouvement de protestation populaire.

Dans un message à l'occasion du 60e anniversaire de l'indépendance de la Birmanie (ex-colonie britannique), Than Shwe, 74 ans, n'a fait aucune concession à la communauté internationale, réaffirmant que son régime appliquerait sa propre "feuille de route" incluant une Constitution "durable" qui garantit à l'armée un rôle prépondérant. Le message du dirigeant birman a été lu par un officier lors d'une cérémonie en présence de quelque 5.000

fonctionnaires et soldats rassemblés sur un square de la municipalité de Naypyidaw, la nouvelle capitale située dans une région reculée à 400 kilomètres au nord de Rangoun.

Than Shwe, absent de la cérémonie, a rappelé que les grands principes d'une nouvelle Constitution avaient été adoptés par une Convention nationale qui s'est achevée le 3 septembre et qu'une commission avait depuis été mise en place par son régime pour rédiger les articles de la Loi fondamentale.

Il a également insisté sur la notion de "souveraineté", rappelant que les Birmans avaient vaincu les "colonialistes" et regagné leur indépendance après avoir "sacrifié beaucoup de sang, de sueur et de vies".

Than Shwe a demandé à ses concitoyens de tout mettre en oeuvre pour empêcher la "désintégration" de l'Union qui compte de nombreuses ethnies minoritaires.

Fin septembre, le régime birman avait violemment réprimé un mouvement de protestation populaire conduit par des moines bouddhistes. Un enquêteur des Nations Unies a dénombré 31 morts et 74 disparus.

Après avoir consenti quelques gestes, la junte a déclaré le 3 décembre que la révolte avait été "insignifiante" et qu'elle n'avait aucune raison d'inclure l'opposante détenue Aung San Suu Kyi dans le processus de rédaction d'une nouvelle Constitution.

Dans son message, Than Shwe n'a pas mentionné le nom du héros de l'indépendance de la Birmanie, le général Aung San, père de Mme Suu Kyi, lauréate du Prix Nobel de la Paix, assignée à résidence depuis 2003.

Le parti de Mme Suu Kyi, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), devait célébrer l'anniversaire de l'indépendance lors d'une réunion prévue plus tard vendredi à son petit quartier-général de Rangoun en présence de diplomates étrangers.

La Birmanie a été gouvernée par des juntes successives depuis 1962. La LND avait largement remporté en 1990 des élections législatives dont les résultats ont été ignorés par les généraux.

Après la répression brutale fin septembre des manifestations contre la vie chère, la communauté internationale a demandé au régime birman de libérer tous les prisonniers politiques et d'engager sans tarder un dialogue authentique avec l'opposition en vue de mettre en oeuvre des réformes démocratiques.

Trois réunions entre Mme Suu Kyi et un officier nommé par la junte n'ont abouti à ce jour à aucun résultat tangible.

Le Myanmar multiplie par 166 la redevance de la TV par satellite

Le Monde_ 2 janvier 2007

La junte militaire au pouvoir au Myanmar a ordonné une hausse radicale de la redevance annuelle sur la télévision par satellite, vraisemblablement afin d'empêcher les habitants du pays de suivre les programmes de chaînes dissidentes et internationales.

La hausse n'a été annoncée par aucun média et n'a été signifiée aux propriétaires de paraboles que lorsqu'ils ont voulu s'acquitter de leur redevance. A l'origine d'un montant de 6.000 kyat (3,20 euros), la taxe s'élève désormais à un million de kyat (530 euros), soit trois fois le salaire annuel moyen au Myanmar.

Un responsable des services postaux et de télécommunications ayant requis l'anonymat a confirmé mercredi la hausse, ajoutant que ses services n'étaient pas à l'origine de cette décision, prise par "les autorités supérieures". Les chaînes internationales comme Al Djazira

ou encore la télévision dissidente Democratic Voice of Burma (DVB), basée en Norvège, constituent la principale source d'informations au Myanmar.

Sans parabole satellite, la seule chaîne d'informations disponible dans le pays est MRTV, étroitement contrôlée par les autorités. Les quelques chaînes privées n'évoquent pas l'actualité et diffusent uniquement des séries et de la musique. Lors des manifestations emmenées en août et septembre par les moines bouddhistes du Myanmar, les autorités avaient fustigé les médias internationaux tels que la BBC, DVB, Voice of America et Radio Free Asia, les accusant de diffuser "un torrent de mensonges".

Rétro 2007: sombres perspectives à court terme pour la Birmanie après la révolte
AFP_31 decembre 2007

La "révolte safran" de 2007 en Birmanie, où des moines bouddhistes appuyés par la population ont défié la dictature au prix de leur vie, a constitué un tournant, mais la sévère reprise en mains et un récent raidissement du régime n'incitent guère à l'optimisme, selon des diplomates. Personne n'avait prévu le soulèvement, consécutif à deux erreurs des militaires au pouvoir: une brusque augmentation des prix le 15 août, qui a exacerbé les souffrances de la population, et le passage à tabac trois semaines plus tard à Pakokku (centre) de plusieurs bonzes par des affidés de la junte qui a refusé de s'excuser.

Les généraux se sont alors retrouvés confrontés à une contestation sans précédent depuis 1988 et à des manifestations quotidiennes qui ont culminé les 24 et 25 septembre avec la participation de dizaines de milliers de moines en robe safran et d'un nombre impressionnant de citoyens ordinaires. La répression a été brutale. A Rangoun, les forces de sécurité ont tiré à balles réelles, faisant 10 morts dont un journaliste japonais selon un bilan officiel battu en brèche par d'autres sources. Un enquêteur des Nations unies a dénombré 31 tués et 74 disparus.

Selon Amnesty International, quelque 700 "suspects" parmi les milliers de personnes interpellées pendant et après les défilés pacifiques restent sous les verrous, sans compter les 1.150 détenus politiques qui croupissaient déjà dans des prisons avant les événements. Des monastères ont été fermés. "De nombreux moines qui étudiaient à Rangoun sont retournés dans leur région d'origine sans participer aux examens par crainte d'être appréhendés" sur la base de photos ou de vidéos tournées par des agents pendant les manifestations, a expliqué un dignitaire religieux à l'AFP.

En instillant la peur, les généraux ont réussi à ancrer l'idée que chaque individu était potentiellement dans l'illégalité, ce qui rend plus difficile tout nouveau soulèvement, a indiqué un responsable de l'ONU.

Colère, désespoir et résignation sont les sentiments qui dominent aujourd'hui parmi la population, traumatisée par l'ampleur de la répression par un régime qui a lui-même été ébranlé, a-t-il ajouté.

En s'en prenant aux bonzes issus de la population, les militaires, au pouvoir depuis 45 ans, ont attaqué l'un des piliers de leur légitimité, la religion bouddhiste largement majoritaire en Birmanie. Leur seul motif de soulagement: aucun groupe ethnique minoritaire ne s'est associé au mouvement, estimant qu'il s'agissait d'une affaire entre "Birmans et bouddhistes".

Affaibli sur la scène internationale, le régime a été contraint à quelques gestes. Il a autorisé un envoyé spécial de l'ONU, Ibrahim Gambari, à venir à deux reprises en Birmanie et nommé un officier de liaison pour nouer des relations avec la dirigeante de l'opposition et lauréate du Prix Nobel de la Paix, Aung San Suu Kyi (62 ans), toujours assignée à résidence.

Mais, au nom de sa souveraineté, il a fait annuler un briefing de M. Gambari au sommet annuel régional de l'Asean et a expulsé le chef de l'équipe onusienne à Rangoun, Charles Petrie, qui avait dénoncé la pauvreté en Birmanie. Le 3 décembre, le régime affirmait qu'il

n'était pas question d'associer Mme Suu Kyi au processus de rédaction d'une nouvelle Constitution.

De passage une semaine plus tard à Bangkok, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a averti que la communauté internationale "perdait patience". Si la question birmane revenait au Conseil de sécurité, la Chine pourrait user de son droit de veto et bloquer toute action internationale, comme elle l'a déjà fait dans le passé. Le durcissement des sanctions occidentales, notamment américaines et européennes, a certainement contribué au récent raidissement du régime, a estimé un diplomate, ajoutant: "à court terme, il n'y a aucune raison d'être optimiste".

Le processus de changement en Birmanie sera "long, douloureux et évolutif", a pour sa part souligné Zarni, personnalité de la diaspora birmane et professeur à l'Université d'Oxford, ajoutant qu'il n'y avait pas de "recette miracle" et qu'il fallait attendre "l'inévitable" transition "générationnelle" entre la vieille garde incarnée par le généralissime Than Shwe (74 ans) et des officiers plus jeunes, susceptibles d'accepter des réformes démocratiques.